

**Procédure appel d'offres ouvert  
(Articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)**

**Accord-cadre à marchés subséquent sans minimum avec maximum  
(Articles R 2162-1 à R 2162-6 du code de la commande publique)**

*Etabli en vertu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général*



## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Maintenance des ascenseurs et monte-charges,  
de la CPAM du Bas-Rhin**

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin  
16 Rue de Lausanne  
67090 STRASBOURG Cedex**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PRESTATIONS INCLUS DANS LE CONTRAT D'ENTRETIEN COMPLET</b>	<b>4</b>
2.1.	Prestations spéciales communes à tous les appareils ascenseurs et monte-charges	4
2.2.	GESTION DES VISITES REGLEMENTAIRES	6
2.3.	PRESTATIONS PARTICULIERES	6
2.4.	ENTRETIEN DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES	6
<b>ARTICLE 3</b>	<b>PRÉSENCE DU TITULAIRE LORS DES CONTROLES TECHNIQUES DES ASCENSEURS</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>MODALITÉS ET CONDITIONS D'EXÉCUTION</b>	<b>8</b>
4.1.	VISITE DES INSTALLATIONS – PRISE EN CHARGE	8
4.2.	FREQUENCE DES VISITES (ARTICLE 3 DE L'ARRETE DU 18 NOVEMBRE 2004)	8
4.3.	TRAVAUX ET FOURNITURES	8
4.3.1 –	REPLACEMENT PIECES ET MAIN D'ŒUVRE	8
4.3.2 –	MAINTENANCE PREVENTIVE	8
4.3.3. –	MAINTENANCE CORRECTIVE	9
4.3.4. –	DELAIS CONTRACTUELS	9
4.4.	ORGANISATION DES PRESTATIONS ET CONDITIONS D'EXECUTION	9
4.4.1.	CADRE D'INTERVENTION	9
4.4.2.	PLANIFICATION DES INTERVENTIONS	9
4.4.3.	COMPTE RENDU D'INTERVENTION	10
4.4.4.	CONSTAT D'ANOMALIE	10
4.5.	LIMITES DU CONTRAT D'ENTRETIEN COMPLET	10
4.6.	COMPETENCE DES INTERVENANTS – SECURITE	11
4.7.	DEMANDE D'INTERVENTION	11
4.8.	SECURITE DES PERSONNES – DEGAGEMENT DE PASSAGER BLOQUE	11
<b>ARTICLE 5</b>	<b>PRESTATION D'ASTREINTE</b>	<b>11</b>
5.1	Définition	11
5.2	Modalité d'exécution de l'astreinte	11
5.2.1	Délai d'intervention et contact	11
5.2.2	Délai d'astreinte – définition	11
<b>ARTICLE 6</b>	<b>INTERVENTION, INSPECTION ET CONTROLES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>ARRET D'EXPLOITATION</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>LOCAUX – SÉCURITÉ – DIVERS</b>	<b>12</b>
8.1	LOCAUX DE MACHINERIE	12
8.2	LOCAUX SECURITE	13
8.3	CHEMAS ELECTRIQUES	13
<b>ARTICLE 9</b>	<b>MOYENS ET DOCUMENTS À METTRE EN PLACE</b>	<b>13</b>
9.1	A LA CHARGE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	13
9.2	A LA CHARGE DU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE	13
9.2.1	Obligations de résultat	14
<b>ARTICLE 10</b>	<b>PROVENANCE ET QUALITE DES FOURNITURES</b>	<b>14</b>
10.1	MATIERES CONSOMMABLES	14
10.2	PIECES DETACHEES	14
<b>ARTICLE 11</b>	<b>CRITERE DE VÉTUSTÉ</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>RESPONSABILITÉS</b>	<b>15</b>
12.2	RESPONSABILITES SUR LES INSTALLATIONS	15
12.2	RESPONSABILITES A L'EGARD DE SON PERSONNEL	15
<b>ARTICLE 13</b>	<b>DOCUMENTS DE REFERENCES - NORMES</b>	<b>15</b>

<b>ARTICLE 14</b>	<b>EVOLUTIONS EN COURS D'EXÉCUTION</b>	<b>16</b>
14.1	MODIFICATION DE LA LISTE DES APPAREILS CONCERNES PAR LES PRESTATIONS PREVUES A L'ACCORD-CADRE	16
14.2	MODIFICATION DU PRIX	16

## ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) a pour objet la définition des prestations de maintenance et leurs modalités d'exécution. Elles s'appliquent aux ascenseurs et monte-charges qui sont mentionnés à l'annexe 2 du présent C.C.T.P. Cette liste est donnée à titre indicatif et n'a aucune valeur contractuelle.

Le présent C.C.T.P détaille les prestations incluses et exclues du contrat d'entretien complet souhaité par la CPAM du Bas-Rhin.

## ARTICLE 2 PRESTATIONS INCLUS DANS LE CONTRAT D'ENTRETIEN COMPLET

Les prestations sont définies par le présent cahier des clauses techniques particulières. Elles seront effectuées dans les règles de l'art, par un personnel qualifié ayant reçu une formation appropriée, et suivant la réglementation en vigueur fixant les prescriptions particulières applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs et monte-charges.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Sites	Adresse
Strasbourg – siège	16 rue de Lausanne
Strasbourg	2 rue Lobstein
Clinique dentaire – Strasbourg	21 rue de Genève
Haguenau	17 rue du Maréchal Joffre
Sélestat	2 avenue Schweisguth
Illkirch-Graffenstaden	2 impasse du vieux moulin

### 2.1. Prestations spéciales communes à tous les appareils ascenseurs et monte-charges

En sus des prestations fixées par le décret 2004-964 du 9 septembre 2004 et l'arrêté du 18 novembre 2004, sont incluses les prestations spéciales énumérées ci-après :

- Dégagement de personnes bloquées en cabine selon le délai prescrit, 24h/24h, samedi, dimanche et jours fériés inclus (article 12 de l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs).

- Dépannage durant les horaires normaux de travail 8h – 18h quel que soit le jour, ouvrable ou non (article 12 de l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs).

- Élaboration en concertation avec le pouvoir adjudicateur de la notice d'instructions telle que prévue à l'article R125-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

- Mise en place dans chaque machinerie d'un carnet d'entretien conforme à l'article 11 de l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs. Il est loisible au prestataire d'utiliser le carnet existant à condition qu'il permette de renseigner toutes les rubriques prévues par l'arrêté susmentionné

- Vérification, réparation ou remplacement, **fourniture comprise**, si besoin est :

- de l'éclairage de secours en cabine y compris le bloc chargeur
- des interfaces usager ou des dispositifs complets de demande de secours tels que sonnette d'alarme, téléphone, téléalarme et télésurveillance

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin**  
Siège : 16 Rue de Lausanne - 67090 STRASBOURG Cedex  
Tél. : 36 46 (Service gratuit + prix appel) – [www.ameli.fr](http://www.ameli.fr)

- de la signalisation lumineuse et sonore palière et cabine, gong, indicateurs de direction et d'étage
- dispositif interdisant l'utilisation malintentionnée du système de déverrouillage de secours des portes palières
- du dispositif pèse charge y compris de l'indicateur lumineux et sonore
- des dispositifs de détection d'obstacle et de leur protection, équipant certaines portes de cabine, (cellules et autres)
- Vérification annuelle avec fournitures d'un rapport écrit de la continuité de la liaison terre en machinerie toit de cabine et cuvette (à partir du tableau électrique). Ce rapport est à fournir au tard pour le 30 novembre de l'année en cours
- Reprogrammation des numéros d'appel des téléphones de secours et de tout autre transmetteur d'alarme équipant les cabines d'ascenseur. Cette opération doit intervenir dans les cinq jours ouvrables qui suivent la prise en charge de l'appareil
- Rappel de la pratique des manœuvres de secours aux techniciens de la logistique, à la demande du pouvoir adjudicateur
- Fourniture et pose des coffrets à clés sur les portes des salles de machines
- Mise en place sur chaque appareil d'étiquettes adhésives indiquant les coordonnées du prestataire de maintenance en vue des interventions de dépannages. Cette mise en place doit intervenir dans les huit jours qui suivent la prise en charge de l'appareil.
- Mise à disposition de l'organisme de contrôle ou du tiers prestataire des moyens humain et matériel nécessaires à :
  - une vérification approfondie dans le cadre de la vérification technique périodique selon l'article AS9 du règlement de sécurité incendie applicable aux établissements recevant du public
  - la réception en fin de marché
  - au contrôle technique quinquennal selon le canevas PREF (arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs)
  - la réception des travaux de mise aux normes effectués par un tiers. Dans ce cas, la prestation se limite à l'assistance technique sans mise à disposition de moyen matériel
  - la vérification annuelle du désenfumage de gaine d'ascenseur équipée. La prestation se limite à l'assistance technique, la fourniture des cartouches CO<sup>2</sup> et la remise en état éventuelles sont assurées par la société chargée du désenfumage. Dans ce cadre, il prendra les mesures d'entretien spécifiques pour supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qui auront été repérés au cours du contrôle, (art R. 125-2, 2° b du décret 2004-964)
- Exécution des études spécifiques de sécurité conformément au décret 2008/1325 du 15 décembre 2008. Ces études sont à exécuter dans les délais (6 semaines) et conditions fixés par le décret.
- Fourniture d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître la liste des visites, opérations et interventions suite à une panne, et en général toutes prestations effectuées dans le cadre de ce contrat de maintenance. Ce rapport est à fournir sous fichier numérique au plus tard pour le 30 décembre de l'année en cours.
- Fourniture d'un rapport mensuel de disponibilité des appareils sous contrat. Ce rapport fera apparaître la date des pannes ainsi que la durée d'immobilisation
- Fourniture d'une description de l'état final de l'installation dans les deux mois précédant l'échéance du contrat, conformément au décret 2012-674 du 7 mai 2012.

## 2.2. Gestion des visites règlementaires

Le Titulaire fournira au pouvoir adjudicateur une synthèse semestrielle détaillée sous forme de fichier numérique récapitulatif

- les visites de maintenance effectuées
- les vérifications annuelles de parachute
- les vérifications semestrielles des suspentes
- l'exécution des études spécifiques de sécurité

## 2.3. Prestations particulières

a) Appareils en batterie – appareils dotés d'une manœuvre spéciale

Indépendamment des prestations définies par ailleurs dans le présent C.C.T.P, le titulaire procédera annuellement à la vérification de bon fonctionnement au recalage et remise en état si besoin est de :

- La régulation des appareils en batterie
- Des manœuvres spéciales (ex : manœuvre pompier, manœuvre collective, manœuvre par contact à clé, etc....). Au préalable, il communiquera les dates d'exécution aux services généraux et postérieurement lui fournira par écrit un compte rendu détaillé.

b) Téléalarme – télésurveillance

Pour les appareils équipés, la redevance d'écoute est réputée comprise dans le prix. Le prestataire s'engage à assurer le fonctionnement et l'exploitation des installations existantes. A défaut il s'engage :

- A mettre en place à ses frais pour la durée de l'accord-cadre un équipement offrant au minimum les mêmes fonctions.
- A démonter à l'échéance ou lors de la résiliation de l'accord-cadre l'équipement mis en place par lui.
- A remettre en fonctionnement l'équipement initialement installé

c) Appareils oléo-hydrauliques

Les prestations énumérées ci-après sont réputées incluses dans les conditions d'entretien normalisées des ascenseurs, monte-charges et équipements associés et couvertes par le contrat d'entretien complet :

- Maintien dans le bac d'un niveau d'huile tel que la pompe ne puisse en aucun cas aspirer de l'air
- Remplacement de l'huile hydraulique avant que la dégradation de ses caractéristiques chimiques et physiques n'affecte la bonne tenue des matériaux et le bon fonctionnement de l'appareil
- Réparation, y compris refaction de l'étanchéité, ou remplacement de tous les éléments du système usés par le fonctionnement normal

## 2.4. Entretien des ascenseurs et monte-charges

Prestations telles que définies par le décret 2004-964 du 9 septembre 2004, l'arrêté du 18 novembre 2004 ainsi que celles énumérées aux articles 2.1 et 2.2 du présent C.C.T.P. Sera compris la réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent pas être réparées, des pièces présentant des signes d'usure excessive ou étant défectueuses. Ces pièces sont les suivantes (en plus celles prévues à l'article 2.1) :

- **Gaine :**
- Câbles, chaînes et courroie de suspension, de traction, de limiteur de vitesse, de compensation, de sélecteur d'étage.

- Poulies de renvoi
- Vérin hydraulique (joints d'étanchéité, flexible d'alimentation et soupape de rupture)
- Amortisseurs
- Le ou les limiteurs de vitesse (galet, contact, tringlerie)
- Dispositif parachute complet et sa tringlerie
- Dispositif anti-dérive électrique, hydraulique ou mécanique
- Câble souple pendentif
- Contact fixe et mobiles, interrupteurs et fins de course, came, drisses, drapeaux, sélecteur, impulseur et tout organe de commande d'arrêt à l'étage
- Câblages électriques ou électroniques
- Eclairage de gaine et prise de courant
- Groupe de traction (voir détail sous « machinerie »)
- Dispositifs hors course de sécurité
- Dispositif de protection contre la chute libre

**- Cabine :**

- Serrures et contacts de porte et de trappe
- Boîtier de commande (bouton, lumineux, contact à clef)
- Opérateur de porte automatique (l'ensemble du mécanisme d'entraînement et de commande)
- Porte cabine, guidages inférieur et supérieur, mécanisme d'entraînement, verrouillage et came, sécurité de seuil, dispositif de détection d'obstacle cellule ou autres, garde pied mobile
- Dispositif de commande d'inspection complète
- Câblages électriques ou électroniques

**- Machinerie :**

- Moteur et son treuil ou groupe de traction (arbre à vis, engrenages, roulements, paliers, coussinets, bobinage, rotor et stator, ventilateur, condensateur, sonde thermique, étanchéité, poulie de traction) ;
- Frein (mâchoires, bobines, garnitures)
- Centrale hydraulique (distributeur, électrovanne, pompe (moteur compris) et joints, pompe manuelle, filtres, dispositif réchauffement ou refroidissement d'huile, appoint d'huile hydraulique)
- Remplacement de l'huile hydraulique avant que la dégradation de ses caractéristiques chimiques et physiques n'affecte la bonne tenue des matériaux et le bon fonctionnement de l'appareil
- Armoire de manœuvre (cartes et composants électroniques, bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixe et mobile, transformateurs, organes de sélecteur, dispositif contre la vitesse excessive en montée, dispositifs de protection contre les surintensités et surchauffe, indicateur de position à l'étage des appareils hydrauliques)
- Contrôleurs d'étages et régulateurs de vitesse
- Eléments statiques
- Groupe moto-pompe y compris ses dispositifs de commande, de régulation et de sécurité
- Les systèmes hydrauliques manuels permettant la manœuvre de secours
- Filtre à air placé sur le reniflard du réservoir du fluide hydraulique

**- Palier :**

- Porte palière, guidages inférieur et supérieur, mécanisme d'entraînement
- Ferme-portes mécaniques, électriques ou pneumatiques
- Serrures électromagnétiques
- Contacts de porte et boutons d'appel

## **ARTICLE 3 PRÉSENCE DU TITULAIRE LORS DES CONTRÔLES TECHNIQUES DES ASCENSEURS**

Conformément à l'article 2 du décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs, une vérification des ascenseurs et monte-charge sera effectuée par un organisme de contrôle agréé et diligenté par le pouvoir adjudicateur. Pendant toute la durée des contrôles des ascenseurs et monte-charge, la présence du titulaire sur les différents sites de la CPAM du Bas-Rhin est requise, les frais afférents sont à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 4 MODALITÉS ET CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **4.1. Visite des installations – Prise en charge**

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé et accepte la prise en charge des installations dans leur état apparent après avoir procédé à toutes les vérifications et à tous les relevés qu'il aura jugé nécessaire avant la remise de son offre et lors de l'état des lieux initial et contradictoire (article 4 de l'arrêté du 18 novembre 2004).

De même, l'entrepreneur fera son affaire de l'acquisition d'outils spécifiques à certaines marques ou modèles et qui ne sont pas systématiquement disponibles sur l'équipement en question.

### **4.2. Fréquence des visites (article 3 de l'arrêté du 18 novembre 2004)**

La fréquence minimale des visites est de 6 semaines pour tous les appareils.

Toutes les autres opérations et visites mentionnées au 1er de l'article R 125-2 (sous-section 2 « Entretien et contrôle technique » suivent la périodicité prescrite au dit article).

### **4.3. Travaux et fournitures**

#### **4.3.1 – Remplacement pièces et main d'œuvre**

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation ou normalisation sont remplacés par des éléments ayant les mêmes attributs. Toute pièce remplacée est neuve, si nécessaire son adaptation à l'installation existante est incluse dans la prestation.

Si le titulaire contrevient à cette règle, il sera dans l'obligation de remplacer, à ses frais, l'élément non conforme, même si le défaut n'est mis en évidence qu'à la fin de l'accord-cadre.

#### **4.3.2 – Maintenance préventive**

La maintenance préventive est effectuée selon un échéancier établi pour une périodicité calendaire. Ces prestations sont définies en annexe 2 (nature des prestations d'entretien) au présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P). Cette annexe 2 définit la liste minimum des opérations à réaliser pour chaque équipement (gamme-type) ainsi que leur fréquence.

- Maintenance préventive systématique : les visites et interventions de maintenance systématique ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales. Au cours de ces visites, il est procédé aux opérations prévues à l'annexe 2 (nature des prestations d'entretien) du présent C.C.T.P.

- Maintenance préventive conditionnelle : Les interventions effectuées au titre de la maintenance conditionnelle et qui résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements.



#### 4.3.3. – Maintenance corrective

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance. Les interventions incluses dans le prix forfaitaire du contrat d'entretien complet sont celles prévues à l'annexe 2 (nature des prestations d'entretien) du présent cahier des clauses techniques particulières.

Les interventions de maintenance corrective (dépannage) sont consécutives à des demandes d'intervention du représentant du pouvoir adjudicateur suite à un dysfonctionnement observé.

**Sont comprises dans le prix forfaitaire contrat d'entretien complet toutes interventions de maintenances correctives, urgentes ou non, nécessitant moins de 4 heures de travail.**

Pour les interventions de maintenance corrective, urgentes ou non, nécessitant plus de 4 heures de travail, le titulaire fournit un devis au pouvoir adjudicateur. Ce devis respecte les prix plafonds mentionnés à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

#### 4.3.4. – Délais contractuels

Dans le cas d'intervention urgente demandée par le pouvoir adjudicateur, le titulaire intervient dans un délai de deux heures maximum à compter de cette demande.

La durée nécessaire pour rétablir le fonctionnement de tout ou partie d'une installation, dès l'arrivée du technicien, est fixée à deux heures maximum lorsqu'il n'y a aucun démontage ou remontage d'organe, désincarcération de personne, et à 4 heures lorsqu'il y a échange de pièces nécessitant un démontage – remontage.

A compter de la fin du dépannage, la réparation définitive devra être effectuée dans les 24 heures lorsqu'il s'agit d'une installation ayant trait à la sécurité ou dont le non-fonctionnement entraîne une gêne importante.

Le délai de réparation est fixé à une semaine dans les autres cas.

En cas de difficultés du titulaire à respecter les délais de dépannage établis, un compte-rendu écrit sera adressé au responsable immobilier et services généraux de la CPAM du Bas-Rhin.

### 4.4. Organisation des prestations et conditions d'exécution

#### 4.4.1. Cadre d'intervention

D'une manière générale, les interventions du titulaire ne devront pas perturber le bon fonctionnement des locaux du pouvoir adjudicateur et être réalisés avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée. Seules les interventions n'engendrant aucune gêne pourront être exécutées pendant les horaires habituels de fonctionnement.

En cas d'immobilisation d'un appareil pour travaux de maintenance ou de transformation, le titulaire prendra les dispositions suivantes :

- Immobilisation d'un jour ou plus pour travaux de maintenance ou de transformation prévisibles : mise en place d'affiches d'informations à tous les niveaux desservis deux jours avant le début des travaux.

Immobilisation d'un jour ou plus pour travaux de réparation suite à une panne : mise en place d'affiches d'informations à tous les niveaux desservis dès la localisation du défaut.

#### **4.4.2. Planification des interventions**

---

Le titulaire soumettra au représentant du pouvoir adjudicateur un planning des interventions, aménagé d'un commun accord. Chaque intervention sera ensuite détaillée sur un ordre de travail remis au titulaire, précisant la nature et la durée estimée des travaux ainsi que la date et l'heure d'intervention.

La périodicité des prestations normalisées et supplémentaires est fixée par l'arrêté du 11 mars 1977 et le présent document ainsi que tout décret en vigueur, relatif à la sécurité des ascenseurs et des personnes, déjà paru et publié, et applicable en cours d'exécution de la prestation.

#### **4.4.3. Compte rendu d'intervention**

---

Le titulaire devra réaliser un compte rendu écrit de toute intervention (préventive ou corrective) sur une fiche de suivi de maintenance prévue à cet effet.

#### **4.4.4. Constat d'anomalie**

---

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute anomalie qu'il aurait observé sur les installations dont il a la charge, et de signaler, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité à la réglementation en vigueur des matériels ou équipements.

Il établira pour chaque constat d'anomalie une fiche mentionnant :

- le type d'anomalie,
- les actions entreprises ou qu'il conviendrait d'entreprendre pour y remédier
- les conséquences si aucune action n'était engagée.

#### **4.5. Limites du contrat d'entretien complet**

---

Le contrat d'entretien complet comprend, pour les prestations définies ci-dessus :

- la main d'œuvre, y compris les frais de déplacement,
- la mise à disposition de l'outillage et des appareils de mesure nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- les fournitures, les petites pièces détachées et les pièces courantes d'usure normale comme définies dans l'arrêté du 11 mars 1977 (annexe 2 du présent C.C.T.P), pendant les heures d'ouverture des locaux du pouvoir adjudicateur (6h45 à 20h15). Les interventions effectuées en dehors des heures normales d'ouverture, soit de 20h15 à 6h45 feront l'objet d'une facturation séparée.

Toute intervention hors contrat d'entretien complet (maintenance corrective et astreinte) nécessite l'émission d'un bon de commande, conformément aux modalités fixées au C.C.A.P. Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes et des biens est en jeu, le titulaire prendra les mesures d'urgence qui s'impose. Il en informera immédiatement les représentants de la CPAM du Bas-Rhin.

Pour ces interventions, les prix plafonds indiqués à l'annexe financière de l'acte d'engagement s'appliqueront.

L'accord cadre est mono-attributaire, le titulaire de l'accord cadre est le seul à se voir attribuer les marchés subséquents.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter des travaux sur les équipements concernés par l'accord cadre :

- en régie interne,
- à d'autres opérateurs économiques, à la suite d'une procédure de mise en concurrence, lorsque les travaux se rapportent à une opération sur un ou plusieurs ouvrages dans une période de temps et périmètre limités. Cet ensemble de travaux est caractérisé soit par une unité fonctionnelle, technique ou économique.

#### 4.6. Compétence des intervenants – Sécurité

Pour l'exécution des prestations, le titulaire disposera d'un personnel compétent spécialement formé au métier de l'ascenseur. Les intervenants devront être titulaires d'une habilitation électrique adaptée.

Par ailleurs, l'entrepreneur s'engage à appliquer les règles d'hygiène et de sécurité prévues par le code du travail et celles définies par le plan de prévention (Décret 95-518 du 20 février 1992). Il mettra en œuvre les mesures de prévention nécessaire à la protection de son personnel et mettra à sa disposition les moyens de protection individuelle adaptés aux risques encourus.

#### 4.7. Demande d'intervention

Toute demande d'intervention se fait sur simple appel téléphonique d'un représentant du pouvoir adjudicateur.

#### 4.8. Sécurité des personnes – Dégagement de passager bloqué

Dans tous les cas où la sécurité des personnes est en jeu, notamment en cas de passager bloqué en cabine, le titulaire interviendra dans un délai maximum de 1h, suivant la réception de la demande de secours, 24h/24h, samedi, dimanche et jours fériés inclus (article 12 de l'arrêté du 18 novembre 2004). Il prend les mesures qui s'imposent. Au-delà de ce délai, le coût de l'intervention d'un tiers (pompiers ou autres) pour dégager les personnes sera à charge du titulaire de l'accord-cadre.

### ARTICLE 5 PRESTATION D'ASTREINTE

#### 5.1 Définition

Les prestations d'astreinte correspondent aux opérations de dépannages urgents résultant d'une anomalie de fonctionnement justifiant une intervention immédiate sous délai d'astreinte. Ces interventions sont justifiées lorsqu'en leur absence :

- la sécurité des biens et des personnes est mise en péril ;
- des perturbations dans le fonctionnement normal de l'organisme sont constatées.

#### 5.2 Modalités d'exécution de l'astreinte

##### 5.2.1 Délai d'intervention et contact

Dans le cadre de l'astreinte, le titulaire intervient dans un délai de 4 heures maximum à compter du début de l'indisponibilité 7j/7 du lundi au dimanche de 7h à 20h, hors jours fériés.

Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur une hotline, disponible 7 jours sur 7, hors jours fériés de 7h à 20h.

##### 5.2.2 Délai d'astreinte – définition indisponibilité

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute au moment de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition au pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale. Un équipement ne peut pas être indisponible plus de 48 heures. Lorsque ce délai ne peut pas être respecté, en raison de contraintes dûment justifiées, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur et lui propose une solution alternative permettant de rétablir le bon état de fonctionnement de l'équipement. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non la proposition émise par le titulaire.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés au présent article.

## **ARTICLE 6 INTERVENTION, INSPECTION ET CONTROLES**

Le titulaire doit se conformer au protocole d'intervention et de manière plus générale aux règles d'accès aux bâtiments.

Il fournit et tient à jour pour chaque appareil un registre de contrôle dans lequel son personnel consigne toutes les interventions en précisant la date, l'objet et la nature de celles-ci. Lors du renouvellement d'un registre, l'ancien registre est confié au responsable immobilier et services généraux de la CPAM du Bas-Rhin.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire est tenu à un devoir d'information et de conseil. A ce titre, il informe le pouvoir adjudicateur de toute anomalie qu'il aurait observé sur les équipements dont il a la charge et signale, immédiatement par écrit (courrier ou courriel), toute non-conformité des matériels ou équipement à la réglementation en vigueur, sauf à engager sa responsabilité.

Le pouvoir adjudicateur contrôlera inopinément la bonne exécution des prestations. Elle pourra se faire assister d'un consultant spécialisé dont les conclusions à l'instar de celles du technicien compétent seront opposables à l'entrepreneur. De même, le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment appeler l'entrepreneur à participer à une commune inspection des installations.

Le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres. Cette demande sera explicitée au moyen d'un écrit (courrier, fax, courriel...).

## **ARTICLE 7 ARRET D'EXPLOITATION**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, après en avoir informé le prestataire, de mettre provisoirement hors service, périodiquement ou non, un ou plusieurs appareils. Pendant tout arrêt d'exploitation la facturation est suspendue.

Si la période de suspension est supérieure à un an, elle peut donner lieu, avant remise en service du ou des appareils, à une révision hors forfait. Si la suspension est égale ou inférieure à un an, la vérification et les essais préalables sont réputés inclus dans le prix offert.

## **ARTICLE 8 LOCAUX – SÉCURITÉ – DIVERS**

### **8.1. Locaux de machinerie**

Le titulaire maintiendra en parfait état de propreté les locaux machineries. Il lui est loisible d'y stocker des pièces de rechange propres à l'installation concernée sous son entière responsabilité.

### **8.2. Locaux sécurité**

Le titulaire s'engage à appliquer les règles d'hygiène et de sécurité prévues par le code du travail et celles définies par le plan de prévention (Décret 95-518 du 20 février 1992). Il mettra en œuvre les mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel et mettra à sa disposition les moyens de protection individuelle adaptés aux risques encourus.

De manière générale, le prestataire est tenu d'observer les règles de sécurité liées au code du travail et de les faire appliquer, même en cas d'absence, un plan de prévention écrit.

### **8.3. Schémas électriques**

Les schémas électriques font partie intégrante des installations et sont propriété du pouvoir adjudicateur.

L'entrepreneur prendra soin de ces documents qu'il tiendra scrupuleusement à jour si des modifications devaient intervenir durant la période contractuelle. Toute mise à jour devra intervenir dans la semaine suivant l'exécution des travaux et fera l'objet d'une transmission au service logistique.

Durant la période contractuelle ceux-ci sont placés sous sa responsabilité. A l'échéance de l'accord-cadre, tout manque ou remise en état se fera aux frais du titulaire.

## **ARTICLE 9 MOYENS ET DOCUMENTS À METTRE EN PLACE**

### **9.1. A la charge du pouvoir adjudicateur**

Sont à la charge du pouvoir adjudicateur :

- un répertoire de sécurité mentionnant les consignes générales de sécurité, les plans d'évacuation, les numéros de téléphone des services d'urgence, les noms et numéros de téléphone des chargés de sécurité et d'entretien,
- la fourniture du courant électrique nécessaire au fonctionnement des appareils ainsi que l'entretien du réseau jusqu'à la sortie des armoires d'alimentation conformes au D.T.U.,
- l'entretien et le remplacement des sources d'éclairage secours en machinerie,
- l'entretien des bâtiments en général, y compris la ventilation des locaux machineries,
- l'abonnement et la redevance pour les lignes téléphoniques nécessaires au fonctionnement des téléphones de secours, téléalarme et télésurveillance,
- le nettoyage et l'entretien des cabines et de leur ameublement.

### **9.2. A la charge du titulaire de l'accord-cadre**

Sont à la charge du titulaire de l'accord-cadre :

- un ordre de travail précisant la date et l'heure d'intervention, la nature et la durée estimée des travaux,
- un compte rendu écrit de toute intervention (préventive ou corrective) sur une fiche de suivi de maintenance,
- un constat d'anomalie,
- la réalisation des devis pour toute réparation ou travaux de mise en conformité à réaliser n'entrant pas dans le

cadre du contrat,

- un rapport de maintenance mentionnant les visites réalisées,
- les plans et schémas en cas de modification ou rajouts effectués sur des installations,
- un plan de prévention soumis à la validation du Pouvoir Adjudicateur,
- un carnet d'entretien électronique.

Dans le cadre du suivi exigé par la réglementation, le candidat devra pouvoir mettre à disposition des bilans portant sur les prestations réalisées. Ces informations devront être disponibles à tout moment en faisant apparaître, sur 12 mois glissants :

- les dates des visites de maintenance préventive.
- le détail et la date des opérations de maintenance effectuées par appareil
- le détail et la date des réparations effectuées par appareil.
- un carnet d'entretien prévu par l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation (disponible en machinerie ou sur le toit de cabine)

Il devra être mis à jour après chaque visite de maintenance et chaque intervention de dépannage en indiquant la date de la visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms et identifications des techniciens qui sont intervenus.

De plus, le carnet d'entretien comportera :

- la nature des observations, interventions, réglages, réparations et remplacement de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien,
- La date et la cause des incidents, et réparations effectuées au titre du dépannage.

Le registre de sécurité devra être mis à jour après chaque visite de maintenance et chaque intervention de dépannage en indiquant la date de la visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms et identifications des techniciens qui sont intervenus.

### 9.2.1 Obligations de résultat

La prise en charge des prestations définies dans le présent dossier constitue une obligation de résultats. Il appartient au TITULAIRE de compléter, si nécessaire, les moyens minimaux qu'il a définis dans son projet d'organisation et de moyens, pour répondre à ses obligations de résultats.

Les objectifs en matière de résultat consistent à :

- garantir la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement des équipements à un niveau optimal,
- garantir la continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement,
- assurer et maintenir la conformité des installations vis-à-vis de la réglementation,
- assurer le niveau de qualité de prestation demandé.

## ARTICLE 10 PROVENANCE ET QUALITE DES FOURNITURES

### 10.1. Matières consommables

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct de chaque équipement sont celles préconisées par le constructeur.

L'Opérateur Economique veillera à la régularité des fournitures en tenant compte des délais de livraison de chaque article, afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

## 10.2. Pièces détachées

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à disposer des pièces détachées nécessaires, afin de garantir les délais, conformément aux dispositions du présent CCTP.

Les pièces détachées mises en œuvre seront, sauf accord spécifique de la CPAM du Bas-Rhin, des pièces et composants conformes aux spécifications du constructeur, adaptés aux installations, et garantis d'origine par le constructeur.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation ou normalisation sont remplacés par des éléments ayant les mêmes attributs.

Si l'Opérateur Economique contrevient à cette règle, il sera dans l'obligation de remplacer à ses frais, l'élément non-conforme, même si le défaut n'est mis en évidence qu'à la fin de l'accord-cadre ou lors d'une visite de vérification du Pouvoir Adjudicateur ou de tout autre intervenant.

## ARTICLE 11 CRITERE DE VÉTUSTÉ

La vétusté ne peut atteindre les composants d'une installation avant un délai minimum à compter de la date d'installation du composant concerné, soit suivant les critères ci-après :

- 30 ans pour les organes mécaniques, par exemple : treuil, partie mécanique du frein, poulie, guides, parachute
- 20 ans pour les organes électromécaniques, par exemple : moteur, partie électrique du frein, dispositif de sélection, armoire de commande, serrures, canalisations électriques, etc. ;
- 10 ans pour les composants électroniques. C'est au titulaire d'apporter la preuve de la vétusté de la pièce, lorsque les délais indiqués sont dépassés. De plus, la vétusté pourra être constatée contradictoirement à la demande du pouvoir adjudicateur qui pourra, pour cela, faire appel à un expert de son choix.

## ARTICLE 12 RESPONSABILITÉS

### 12.1. Responsabilités sur les installations

Le titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu.

Il est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses travaux ;
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à la CPAM, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations ;
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de la CPAM du Bas-Rhin.

### 12.2. Responsabilités à l'égard de son personnel

Le titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre la CPAM du Bas-Rhin en cas de condamnation encourue par lui, ou ses employés.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le titulaire atteste que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 620-3, L 143-3, L 143-5 du Code du Travail.

Conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 relatif aux prescriptions particulières d'Hygiène et de Sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure, un plan de prévention

sera établi, pour toute prestation supérieure à 400 heures/an, entre la CPAM du Bas-Rhin et le titulaire, après inspection des locaux.

## **ARTICLE 13 DOCUMENTS DE REFERENCES - NORMES**

Les prestations et travaux devront dans tous les cas être conformes au règlement, normes et textes d'application en vigueur à la date de l'établissement du présent cahier.

Sont applicables en particulier :

- Le décret 45.800 du 23 avril 1945
- L'ordonnance du 22 septembre 1951
- L'arrêté du 23 mars 1965
- L'arrêté du 11 mars 1977 relatif aux monte-charges
- L'arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité incendie dans les Etablissements Recevant du Public
- Le décret du 20 février 1992 ainsi que l'ensemble des textes s'y rapportant (prescriptions applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure)
- L'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage et son annexe - L'arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux ascenseurs
- Le décret 2004-964 du 9 septembre 2004 et les arrêtés du 18 novembre 2004 fixant les conditions d'entretien des ascenseurs
- La circulaire DAGE 2004-20 C1 du 20 décembre 2004 relative à la sécurité des ascenseurs
- Le décret 2008-291 du 28 mars 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs et le code de la construction et de l'habitation
- Le décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements
- Le décret 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs
- L'arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs
- La réglementation du travail fixé par le code du travail
- L'ensemble des normes européennes et françaises de l'AFNOR se rapportant aux ouvrages du présent lot
- Les normalisations, spécifications et règles techniques établies par l'UTE (Union Technique de l'Electricité) ainsi que les directives européennes

## **ARTICLE 14 EVOLUTIONS EN COURS D'EXÉCUTION**

Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de modifier les conditions d'exécution en cours de contrat.

### **14.1. Modification de la liste des appareils concernés par les prestations prévues à l'accord-cadre**

En cours d'exécution, la liste des appareils est susceptible de faire l'objet de modifications par ajout ou suppression. Chaque évolution fera l'objet d'un avenant.

### **14.2. Modification du prix**

Lorsqu'une modification nécessite une mise à jour des prix les éléments de l'annexe financière, sont utilisés pour la détermination des prix nouveaux.